

La balance des paiements

2007



SOMMAIRE

LES GRANDS TRAITES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA POLYNESIE FRANCAISE EN 2007	P 3
I - Avant-propos	P 5
II - Remarques liminaires	P 6
III - L'économie de la Polynésie française en 2007	P 7
 ANALYSE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	
IV - Le compte de transactions courantes	P 11
4.1 Les biens	P 12
4.2 Les services	P 15
4.3 Les revenus	P 19
4.4 Les transferts courants	P 20
VI - Le compte financier	P 23
6.1 Les investissements directs	P 24
6.2 Les investissements de portefeuille	P 26
6.3 Les autres investissements	P 26
6.4 Les avoirs de réserve	P 27
VII – Les erreurs et omissions nettes	P 28
 ❖❖❖ 	
Annexe 1 : La balance des paiements de la Polynésie française en 2007	P 29
Annexe 2 : Graphiques des soldes du compte de transactions courantes et du compte financier	P 31
Annexe 3 : Périmètre de déclaration de la balance des paiements	P 32

LES GRANDS TRAITES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE EN 2007

L'excédent du compte de **transactions courantes** s'est élevé à 11,4 milliards de F CFP, soit 1,5 % du produit intérieur brut, après 3,6 milliards de F CFP en 2006.

La répartition géographique montre que 59 % des flux de transactions courantes (crédits + débits) sont réalisés avec la France métropolitaine.

Le déficit des échanges de *biens*, principal poste du compte de transactions courantes, s'est creusé de 8,1 milliards de F CFP, à - 142,7 milliards de F CFP contre - 134,6 milliards de F CFP un an auparavant. Cette détérioration provient d'un accroissement des importations, lié à un effet de rattrapage de la consommation de biens après la quasi-stagnation de l'économie observée en 2006, et d'une diminution des exportations, dont la valeur est passée de 18,7 milliards de F CFP en 2006 à 16,8 milliards de F CFP en 2007.

Le taux de couverture FAB/FAB¹ des importations par les exportations, en données douanières, a ainsi chuté de 13 % à 11 %.

Répartition géographique des échanges de biens et de transactions courantes (crédits + débits)

Année 2007

	Biens	Transactions courantes
France métropolitaine	28%	59%
Autres pays de l'Union européenne	12%	9%
Etats-Unis	9%	17%
Japon	6%	3%
Nouvelle-Zélande	7%	6%
Australie	3%	3%
Autres	35%	4%
Total	100%	100%

Selon la répartition géographique des échanges de biens de la Polynésie française avec l'extérieur (exportations + importations) en 2007, 28 % des flux ont été réalisés avec la France métropolitaine, 9 % avec les États-Unis et 7 % avec la Nouvelle-Zélande. La Chine est devenue le 3^e fournisseur de la Polynésie française hors produits pétroliers, devançant légèrement la Nouvelle-Zélande.

L'excédent des échanges de *services* s'est légèrement accru de 1,5 milliard de F CFP, à 38 milliards de F CFP. Cette évolution résulte notamment d'une réduction des achats de services à l'étranger de la part des entreprises privées.

¹ FAB = Franco à bord

L'excédent des *revenus* s'est contracté de 2,1 milliards de F CFP, à 52,4 milliards de F CFP, en raison de moindres revenus des investissements de portefeuille.

Les *transferts courants* nets, principalement versés par la Métropole sous forme de transferts des administrations publiques, se sont accrus de 16,4 milliards de F CFP, en raison des dépenses d'équipement et de fonctionnement des administrations publiques de la collectivité.

Le **compte financier** a fait apparaître en 2007 des sorties nettes de capitaux de 28,8 milliards de F CFP.

Le solde créditeur des *investissements directs* s'est amélioré de 2 milliards de F CFP, à 3,9 milliards de F CFP en raison d'un accroissement des investissements directs métropolitains en Polynésie française et d'un apport de ressources nécessaires au financement de nouveaux chantiers.

En termes d'investissement de portefeuille, le volume des échanges s'est intensifié en 2007 en raison de la crise financière mondiale et des arbitrages qu'elle a engendrés. Le solde se traduit par des achats nets de titres pour un montant de 807 millions de F CFP contre des ventes nettes de 398 millions de F CFP en 2006.

Les *autres investissements*, qui retracent notamment les opérations de dépôt et de crédit vis-à-vis de l'extérieur, de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM), des administrations publiques, du secteur bancaire et des « autres secteurs », ont abouti en 2007 à des sorties nettes de capitaux de 31,8 milliards de F CFP.

La position extérieure nette s'est améliorée de 14,5 milliards de F CFP, résultat à la fois d'une augmentation des avoirs et d'une réduction des engagements hors zone du secteur bancaire découlant d'un moindre besoin de financements extérieurs. La position extérieure nette du secteur bancaire est ainsi redevenue positive en 2007 à +11,7 milliards de F CFP après - 3,9 milliards en 2006.

Les **erreurs et omissions nettes** ont été positives de 17,4 milliards de F CFP, soit 3 % du PIB.

<i>En millions de F CFP</i>	Soldes		
	2005	2006	2007
COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	854	3 594	11 400
Biens	-132 539	-134 632	-142 666
Services	33 058	36 543	38 046
Revenus	50 034	54 508	52 407
Transferts courants	50 301	47 174	63 614
COMPTE DE CAPITAL	-118	-31	0
COMPTE FINANCIER	-3 102	-1 009	-28 753
Investissements directs	-762	1 944	3 885
Investissements de portefeuille	-6 312	398	-807
Autres investissements	3 972	-3 351	-31 831
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	2 365	-2 555	17 352



La balance des paiements de la Polynésie française est élaborée sur la base des déclarations effectuées par l'ensemble des établissements de crédit de la place, ainsi que par le Trésor public, les Forces armées, l'Office des Postes et Télécommunications (OPT) et l'Océanienne des services bancaires (OSB).

Plusieurs entreprises du secteur marchand, notamment les compagnies aériennes, fournissent également des informations au titre de déclarant direct partiel.

Enfin, le service des Douanes (via l'Institut Statistique de Polynésie française) communique les chiffres relatifs au commerce extérieur.

Il convient de remercier l'ensemble des déclarants pour le travail accompli et tout particulièrement les personnes qui, dans les banques, les entreprises et les organismes publics, ont contribué à l'élaboration de cette balance des paiements.

II.- Remarques liminaires

Définition : la balance des paiements est un état statistique présenté sous forme comptable, qui récapitule selon un schéma détaillé les transactions, financières ou non, entre les résidents d'un territoire et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Pour la Polynésie française, elle prend en compte l'ensemble des flux entre les résidents de la Collectivité et les non-résidents (l'étranger et le reste de la France¹) sur une période annuelle : opérations sur biens et services, revenus, transferts courants et flux financiers. Les données recensées dans la balance des paiements constituent une source précieuse d'informations pour les différents acteurs économiques de la Polynésie française.

Le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie a chargé l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) d'établir, en liaison avec la Banque de France, une balance des paiements de la Polynésie française. Sa mise en chantier, en 1998, a répondu à deux objectifs :

– apporter aux autorités de l'État et de la Polynésie française un meilleur éclairage sur les échanges extérieurs.

– mettre l'appareil statistique français en conformité avec la réglementation européenne : selon la décision du 26 juillet 1991 de la Commission des Communautés européennes, les collectivités d'outre-mer, telle la Polynésie française, n'appartiennent pas au territoire économique de l'Union européenne ; il est donc nécessaire de pouvoir isoler leurs échanges au sein de la balance des paiements de la France et, en pratique, d'établir leurs propres balances des paiements.

Pour ce faire, il a été demandé aux établissements de crédit situés en Polynésie française, ainsi qu'au Trésor public et à l'Office des Postes et Télécommunications, de rendre compte de tous les paiements qu'ils émettent ou qu'ils reçoivent, entre la Polynésie française et le reste de la France, pour leur propre compte ou pour le compte de leur clientèle. Ces déclarations se sont ajoutées au recensement des opérations réalisées avec l'étranger qu'ils effectuent depuis plusieurs années. Ainsi, la balance des paiements décrit-elle l'ensemble des mouvements financiers et non financiers entre les résidents polynésiens et les non-résidents².

¹ Par "reste de la France", il faut entendre la France métropolitaine (y compris la principauté de Monaco), les quatre départements français d'outre-mer, les collectivités d'outre-mer de la Nouvelle-Calédonie et de Wallis et Futuna, ainsi que la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et la collectivité départementale de Mayotte.

² Rappelons qu'est résidente en Polynésie française, au sens de la balance des paiements, toute personne physique ayant son centre d'intérêt principal en Polynésie française, quelle que soit sa nationalité ou sa situation fiscale. Sont aussi résidentes, certaines personnes morales pour leurs seuls établissements situés en Polynésie française.

III.- L'économie polynésienne en 2007

Une croissance économique insuffisante pour stabiliser le taux de chômage...

La croissance économique est demeurée atone en 2007. En dépit de certains effets de rattrapage par rapport à 2006, la plupart des indicateurs d'activité ont montré des signes de faiblesse.

Ainsi, le chiffre d'affaires déclaré par les entreprises a augmenté de 2,7 % en francs constants, contre 3,1 % en 2006 sur la même période. Les importations en francs CFP courants ont augmenté de 3 % (- 5 % en 2006), soit à un rythme modeste compte tenu de l'inflation importée. La consommation d'électricité moyenne tension, considérée comme un indicateur d'activité industrielle et commerciale, n'a crû que de 4 % en 2007 contre 2 % en 2006.

L'ensemble de ces indicateurs font état d'une croissance plus élevée qu'en 2006, mais insuffisante puisque la création nette d'emplois salariés n'a été que d'environ 900 sur l'ensemble de l'année 2007, alors que chaque année ce sont environ 2.500 emplois qui devraient être créés pour stabiliser le taux de chômage.

Certes le climat international de récession américaine, de dépréciation du dollar et de fébrilité sur les cours des matières premières ont joué contre le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité des biens et services polynésiens, mais les événements de la vie politique locale et les incertitudes planant sur les transferts publics de Métropole ont vraisemblablement contribué à reporter sine die les investissements de capacité des entreprises.

...en raison d'une progression insuffisante de la demande intérieure et d'une diminution des exportations de biens

Deux variables ont été principalement à l'œuvre dans la croissance économique : la consommation des ménages (70 % du PIB) et l'investissement des ménages et des administrations publiques.

L'augmentation des dépenses de consommation des ménages en francs constants est tout d'abord confirmée par les dirigeants du commerce de détail, interrogés dans le cadre des enquêtes de conjoncture de l'IEOM, qui se sont montrés relativement satisfaits de l'année passée. Ces opinions sont confirmées par l'augmentation des immatriculations de véhicules neufs (+ 3,7 %, après un recul de 0,6% l'année précédente), celle des importations de biens d'équipement ménager (+ 2,1 % en valeur) et des importations agroalimentaires (+ 9,8 % en valeur).

Les ménages ont continué à investir dans l'immobilier comme le montre la progression de l'encours des crédits à l'habitat de + 9,2 % en glissement annuel en 2007.

L'investissement des entreprises, quant à lui, est resté en panne. D'après les soldes d'opinions des enquêtes de conjoncture, les entreprises sont restées beaucoup plus circonspectes en matière d'investissement, comme l'indique par ailleurs les importations de biens d'équipement (+ 2,6 % en glissement annuel).

L'investissement public, enfin, qui s'était inscrit en retrait depuis deux ans, s'est nettement redressé. En effet, les dépenses liquidées par la direction de l'équipement (11,1 milliards de F CFP contre 8,1 milliards de F CFP en 2006) ont augmenté de 37 % en rythme annuel.

L'inflation a légèrement ralenti en 2007 en raison du délai d'ajustement à l'inflation mondiale

L'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 1,9% en glissement annuel en décembre 2007 (contre + 2,4 % en 2006), sous l'influence des services (+ 3,3%) et des produits alimentaires (+ 3%). Les prix des produits manufacturés, pour leur part, ont continué de baisser (- 0,5 % sur la période), notamment la composante « combustible, énergie » (- 4,3%), en raison de la régulation des fluctuations du prix du pétrole exercé par le fonds de compensation.

Le creusement du déficit commercial

Le déficit commercial s'est sensiblement creusé. Il s'est établi à - 143,9 milliards de F CFP, soit une hausse de 5 % par rapport à l'année précédente, sous l'effet cumulé de la progression des importations de 3,3 % et du reflux des exportations de 10,4 % imputable notamment à la dégradation de la compétitivité-prix de l'économie polynésienne. Le taux de couverture des importations par les exportations de biens est mécaniquement passé de 12 % à 10,4 %.

Si la dépréciation du dollar et du yen ont certes contribué à limiter les tensions inflationnistes, elle joue aussi contre la compétitivité de l'économie polynésienne dans la mesure où près de 70 % des exportations de biens sont destinés aux Etats-Unis, au Japon et à Hong-Kong et que près de la moitié des touristes sont japonais ou américains.

L'activité de plusieurs secteurs freinée par un climat d'incertitude et par une diminution de la demande extérieure

L'analyse des soldes d'opinions des enquêtes trimestrielles de l'IEOM indique que l'optimisme qui avait prévalu à la fin du premier semestre 2007 n'a pas duré. Seuls les responsables du commerce de détail disent avoir échappé à la morosité ambiante au dernier trimestre 2007.

Grâce au redressement de la consommation des ménages, les industries tournées vers le marché intérieur ont bénéficié d'un courant plus favorable qu'en 2006. En revanche, il n'en a pas été de même pour les exportations de produits agroalimentaires dont le tonnage a régressé de 15,2 % en glissement annuel.

Dynamisée par la reprise des dépenses publiques, l'année 2007 s'est achevée sur une note moins positive pour les trois derniers mois selon les responsables du BTP. Sur l'année, les importations de ciment se sont inscrites en hausse de 9,1 % en volume, celles de bois transformé de 1,3 % et celles de carrelage de 1,2 %.

Ainsi, la fréquentation touristique a baissé de 1,5 % en 2007 (218.241 visiteurs contre 221.549 l'année précédente). La faiblesse du dollar américain vis-à-vis de l'euro n'est pas étrangère à cette contre-performance puisque le nombre de touristes nord-américains a reculé de 9,4 % alors que le nombre de touristes japonais et les européens ont crû de respectivement 6,9 % et 3,2 %.

Le tourisme terrestre a subi plus particulièrement cette désaffection (- 4 %), le nombre de croisiéristes ayant pour sa part enregistré une progression de 10,5 %. Ainsi, le coefficient moyen d'occupation des chambres de l'hôtellerie classée s'est établi à 60 % contre 66,4 % en 2006.

Le secteur primaire est resté également relativement déprimé au cours de l'année comme l'illustre le repli de 6,4 % en glissement annuel de la production de coprah. Les exportations de vanille ont néanmoins enregistré + 20 % en volume, mais à des cours modestes.

La pêche a profité du retour de la ressource halieutique et les exportations de poissons sont passées à 858 tonnes contre 635 l'an passé, soit + 35 % sur la période. Mais ce retournement de tendance n'a pas encore été véritablement confirmé.

La perliculture, de son côté, peine à assurer ses recettes. En 2007, les exportations de perles ont rapporté 10,7 milliards de F CFP contre 11,1 milliards de F CFP en 2006, soit - 3,5 % en glissement annuel, alors que les volumes ont augmenté de 1,3 %.

Accroissement de l'épargne liquide et ralentissement des emprunts

L'incertitude quant aux perspectives économiques a conduit globalement les agents économiques à augmenter plus sensiblement leur épargne que leur endettement.

Les actifs financiers ont augmenté de 6,1 % en glissement annuel à fin 2007 (467,7 milliards de F CFP), évolution qui s'inscrit dans une tendance manifeste à l'accumulation d'avoirs monétaires depuis 2005, notamment sur des comptes à terme dont l'encours a gagné 29 milliards de F CFP en 12 mois, soit une progression de 20 %.

Ainsi, malgré la mollesse de la croissance économique en 2007, la masse monétaire, portée par l'accroissement des dépôts à terme (+ 25,1 % en glissement annuel), a progressé de 7,6 %, contre + 7,2 % en 2006.

La faible progression de l'épargne à long terme, de 86,7 milliards à 87,5 milliards de F CFP, provient d'une somme d'évolutions diverses : d'un côté, l'engouement toujours réel pour l'assurance-vie, et de l'autre, le déclin des plans d'épargne - logement, des portefeuilles de titres et des OPCVM non monétaires, moins rémunérateurs.

Enfin, l'épargne hors zone d'émission (hors assurances), c'est-à-dire placée à l'extérieur du territoire polynésien, n'a progressé que de 1,4 milliard de F CFP.

L'encours des crédits n'a crû que de 4,1 %, après + 6,5 % en 2006, pour atteindre 511,2 milliards de F CFP (créances douteuses brutes comprises), confirmant une tendance au ralentissement de l'endettement global des agents économiques polynésiens.

Cette tendance correspond à une moyenne de comportements, différents selon le type d'agents économiques et selon la nature des crédits accordés. Ainsi, les ménages continuent à s'endetter pour devenir propriétaires de leurs logements, ou procéder à des aménagements grâce à l'incitation apportée par le prêt à l'habitat bonifié. L'encours des crédits d'investissement des entreprises s'est également sensiblement accru, de l'ordre de 14 %. Mais, plus que le signe d'un regain généralisé de l'investissement de l'ensemble des entreprises, cette augmentation correspond plutôt à des crédits accordés dans le cadre d'opérations en défiscalisation de grande envergure. Les collectivités locales, quant à elles, ont préféré la voie du désendettement en matière de crédits d'équipement, leur encours se réduisant de 56,9 milliards à 49 milliards de F CFP sur un an.

Le différentiel de croissance entre l'épargne et le crédit s'est traduit par un moindre besoin de ressources financières extérieures. Ainsi les engagements hors zone du système bancaire sont passés de 87 à 81 milliards de F CFP entre décembre 2006 et décembre 2007. Conjugée à une augmentation des avoirs hors zone (+ 8,7 %), la baisse des engagements a ainsi permis à la position extérieure nette du système bancaire polynésien de redevenir positive, passant de - 6,3 milliards de F CFP en décembre 2006 à + 6,7 milliards de F CFP un an plus tard.



ANALYSE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

IV - Le compte de transactions courantes

La balance des transactions courantes est proche de l'équilibre en Polynésie française. En effet, le déficit structurel de la balance commerciale, qui a atteint 142,7 milliards de F CFP en 2007, est financé par l'excédent de la balance des services, grâce au secteur touristique, et par l'ensemble des transferts publics nets de métropole qui alimentent le solde positif des revenus et des transferts courants.

En 2007, le compte de **transactions courantes** a présenté un excédent de 11,4 milliards de F CFP, après un excédent de 3,6 milliards en 2006. Cette amélioration résulte pour l'essentiel de la progression du solde des transferts courants (63,6 milliards de F CFP après 47,2 milliards en 2006) qui a permis de compenser l'accroissement du déficit du solde commercial (-142,7 milliards de F CFP après -134,6 milliards en 2006) accentué par la diminution des exportations. Par ailleurs, la progression de l'excédent des services de 36,5 milliards de F CFP à 38 milliards de F CFP a compensé la diminution du solde des revenus de 54,5 milliards de F CFP à 52,4 milliards de F CFP.

<i>En millions de F CFP</i>	Crédits			Débits			Soldes		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007
COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	251 723	259 779	281 321	250 868	256 185	269 921	855	3 594	11 400
Biens	20 322	18 736	16 791	152 860	153 367	159 457	-132 538	-134 631	-142 666
Services	102 880	104 817	108 737	69 822	68 273	70 692	33 058	36 544	38 045
<i>dont voyages</i>	50 047	53 050	53 087	29 027	28 383	29 900	21 020	24 667	23 187
Revenus	56 428	61 503	61 745	6 395	6 995	9 339	50 033	54 508	52 406
Transferts courants	72 093	74 724	94 047	21 792	27 549	30 433	50 301	47 175	63 614

4.1 Les biens

Les données douanières et la balance des paiements

Dans les statistiques douanières, les marchandises exportées sont enregistrées à leur valeur déclarée à la frontière du pays exportateur (valeur à la frontière du territoire calédonien si la Polynésie française est l'exportateur), soit FAB¹, et les marchandises importées à leur valeur déclarée à la frontière du pays importateur (valeur à la frontière du territoire polynésien si la Polynésie française est l'importateur), soit CAF².

En revanche, et conformément à la méthodologie internationale, les échanges de marchandises sont enregistrés en balance des paiements sur une base FAB / FAB.

Ainsi, le coût du transport et de l'assurance payé entre la frontière du pays exportateur et celle du pays importateur, inclus dans le prix du bien enregistré par les Douanes, ne doit pas être pris en compte à la ligne « marchandises générales » de la balance des paiements, car il rémunère des activités relevant des services. Il est donc nécessaire de diminuer le montant des importations du coût d'acheminement des marchandises depuis la frontière du pays d'origine jusqu'à la frontière de la Polynésie française pour obtenir une base homogène FAB / FAB.

L'établissement de la ligne "marchandises générales" de la balance des paiements

Les données douanières font l'objet d'un traitement statistique en balance des paiements visant à ne recenser que les flux ayant donné lieu effectivement à transfert de propriété entre les résidents de Polynésie française et les non-résidents. Ce traitement s'est traduit en 2007, comme en 2006, par une augmentation marginale, de 34 millions de F CFP du déficit par rapport aux données douanières brutes.

<i>En millions de F CFP</i>	Crédits			Débits			Soldes		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007
BIENS	20 322	18 736	16 791	152 860	153 367	159 457	-132 538	-134 631	-142 666
Marchandises générales	20 209	18 610	16 672	149 226	147 328	152 263	-129 017	-128 718	-135 591
- données douanières (FAB/FAB)	20 236	18 651	16 719	158 636	147 339	152 277	-138 400	-128 688	-135 558
- corrections	-27	-42	-48	-9 410	-11	-14	9 383	-31	-34
Avitaillement	111	126	120	3 627	6 038	7 194	-3 516	-5 912	-7 074
Travail à façon et réparations	1	0	0	7	1	1	-6	-1	-1

¹ La valeur FAB (franco à bord) comprend le prix de la marchandise à la sortie de l'usine plus le coût de son acheminement jusqu'au port ou jusqu'à l'aéroport du pays exportateur.

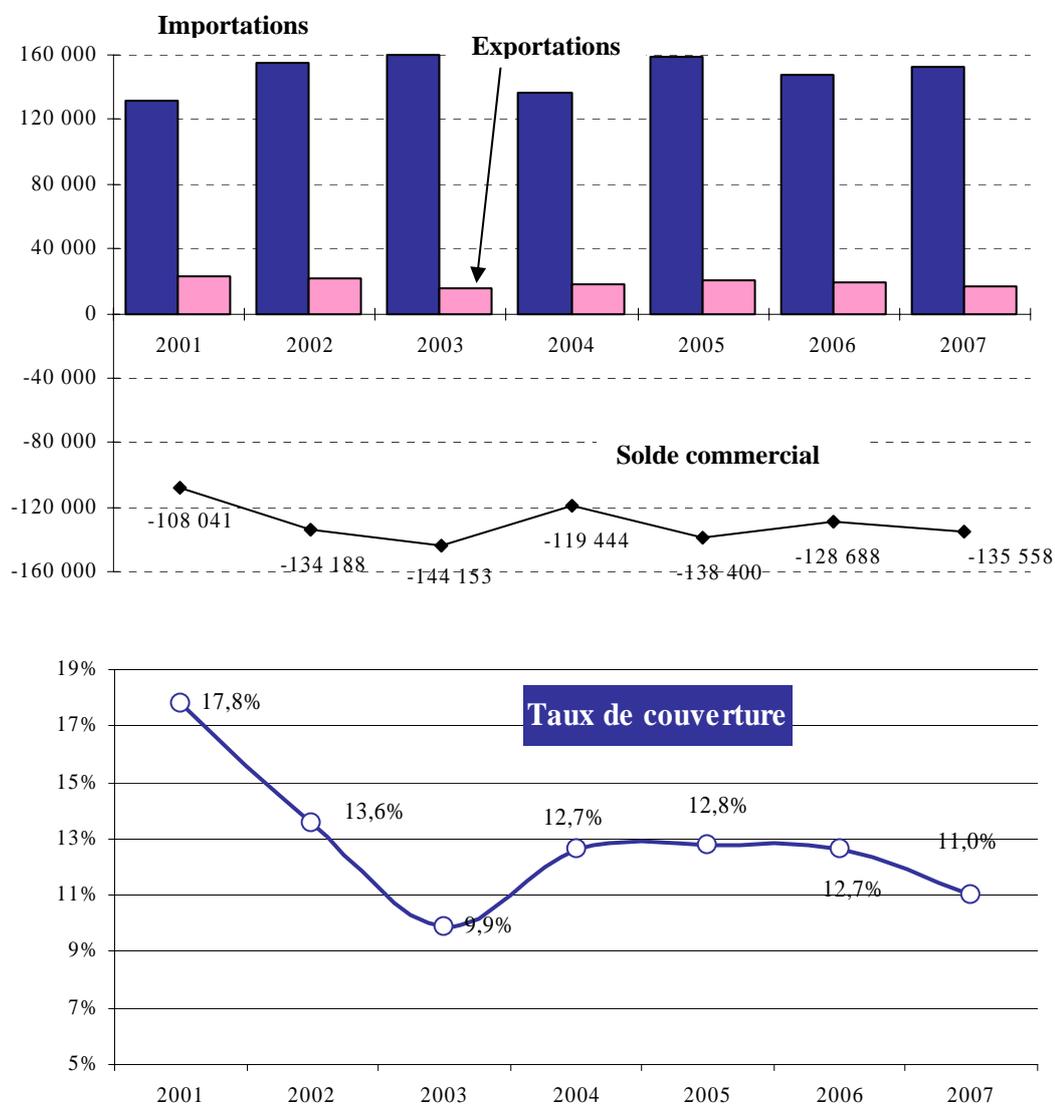
² La valeur CAF (coût, assurance, fret) comprend la valeur de la marchandise à la sortie de l'usine, augmentée des coûts d'acheminement jusqu'à la frontière du pays importateur (transport international, assurance...).

🔗 Analyse du commerce extérieur douanier

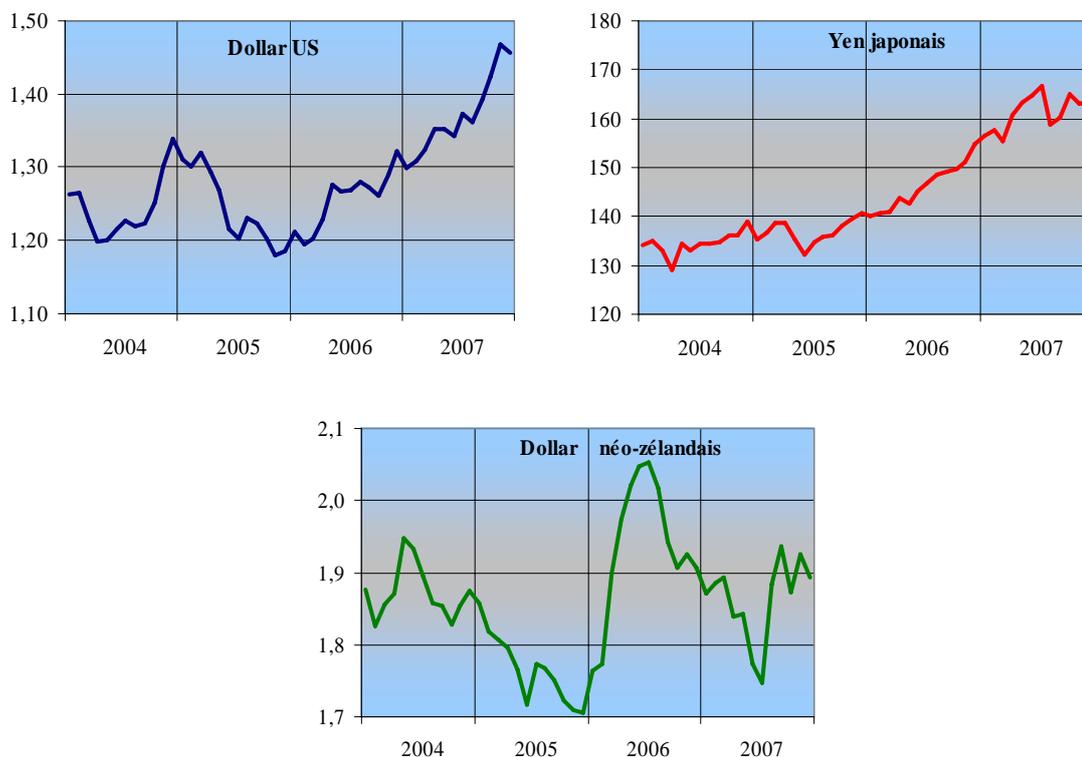
Après une quasi-stagnation de l'économie observée en 2006, les effets de rattrapage observés en début d'année sur la consommation des ménages se sont traduits par une progression des importations de 6,1 milliards de F CFP. Par ailleurs, les recettes d'exportations ont diminué de 2 milliards de F CFP pour des raisons liées essentiellement à la dépréciation du dollar vis-à-vis de l'euro et à des problèmes d'organisation de la filière perlicole. Le déficit commercial s'est donc creusé de 8,1 milliards de F CFP, passant de -134,6 à -142,7 milliards de F CFP. Le taux de couverture des importations par les exportations est dès lors passé de 12,7 % à 11,0 % en 2006.

Commerce extérieur de marchandises

(données douanières FAB/FAB, en millions de F CFP)



Cours contre 1 euro des devises des principaux partenaires de la Polynésie française



Source : Pacific Exchange rate service, University of British Columbia, Vancouver, Canada.

Les fournisseurs de la Polynésie française

En 2007, la part des pays asiatiques parmi les fournisseurs de la Polynésie française s'est renforcée (31 % de la valeur totale des importations polynésiennes contre 27 % l'année précédente), au détriment de l'Union Européenne, qui a vu sa part rétrograder à 43 % contre 49 % précédemment, et de l'Océanie (10 % contre 11 %).

La France métropolitaine est demeurée le premier fournisseur de la Collectivité avec 30 % des importations (45,4 milliards de F CFP). La part des autres pays de l'Union européenne s'est élevée à 13 % (contre 14 % en 2006), soit 19,5 milliards de F CFP.

Les parts des Etats-Unis, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie sont demeurées stables, respectivement à 10 %, 7 % et 4 %. Les importations en provenance du Japon ont progressé de 11,3 %, notamment grâce à un effet de change favorable, le yen ayant perdu environ 6 % par rapport à l'euro entre décembre 2006 et décembre 2007. Celles de Chine¹ ont affiché une hausse de 23 %, alors que celles de Singapour², qui procure l'essentiel des hydrocarbures consommés localement, ont reculé de 5,4 %.

¹ La part de la Chine augmente ainsi d'un point chaque année : 8 % en 2007, 7 % en 2006 et 6 % en 2005.

² La part de Singapour dans les importations de la Polynésie française est passée de 9 % en 2005 à 11 % en 2007

Les clients de la Polynésie française

En tant qu'intervenants majeurs sur le marché de la perle, le Japon et Hong-Kong sont restés les plus gros clients de la Polynésie française. Mais leurs achats de perles brutes ont baissé de respectivement 3,2 % en rythme annuel (4,5 milliards de F CFP en 2007 contre 4,7 milliards en 2006) et 6,6 % (4,9 milliards de F CFP contre 5,3 milliards).

Les autres partenaires de la Polynésie française ont également restreint leurs importations : - 38 % pour la France métropolitaine et - 45 % pour les Etats-Unis, dont les achats ont été freinés non seulement par la faiblesse de leur monnaie, mais aussi par la chute des achats de noni.

En millions de F CFP	Exportations (FAB)			Importations (FAB)			Soldes		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007
Commerce extérieur de marchandises (FAB/FAB), dont	20 236	18 651	16 719	158 636	147 339	152 227	-138 400	-128 688	-135 508
France métropolitaine	2 772	2 462	1 531	56 308	45 621	45 425	-53 536	-43 159	-43 894
Autres pays de l'UE	613	698	639	21 100	21 301	19 480	-20 487	-20 603	-18 841
Etats-Unis	2 767	2 260	1 243	15 804	15 321	14 530	-13 037	-13 061	-13 287
Chine	386	368	301	10 109	9 842	11 883	-9 723	-9 474	-11 582
Nouvelle-Zélande	218	367	134	10 904	9 765	11 414	-10 686	-9 398	-11 280
Japon	5 416	5 179	5 298	4 560	3 902	4 261	856	1 277	1 037
Hong-Kong	5 662	5 994	5 688	858	770	712	4 804	5 224	4 976
Singapour	3 757	5 994	21	14 770	18 439	17 112	-11 013	-12 445	-17 091
Australie	77	194	297	5 138	4 681	5 373	-5 061	-4 487	-5 076

Source : données douanières

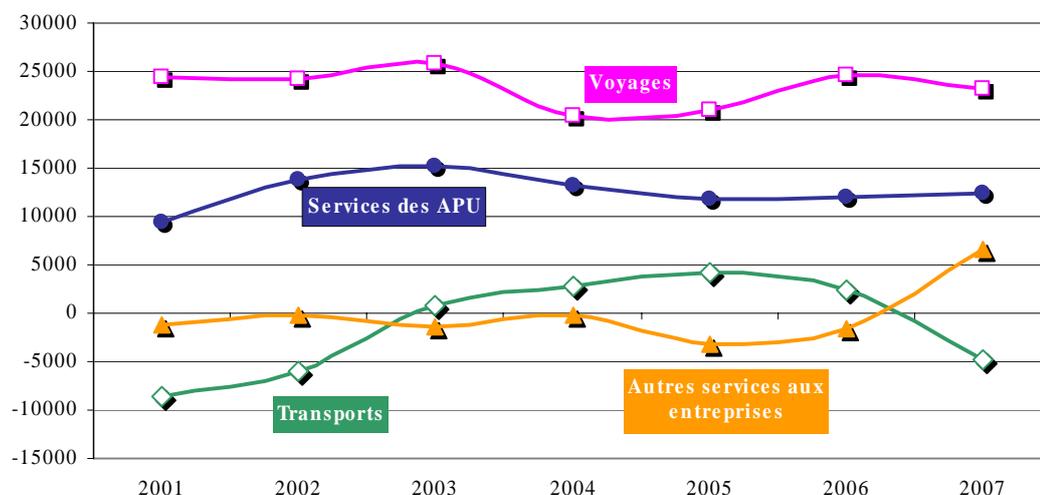
4.2 Les services

Le solde excédentaire des services est resté relativement stable, passant de 36,5 à 38,0 milliards de F CFP. Le taux de couverture des dépenses par les recettes est demeuré stable à 154 %.

En millions de F CFP	Crédits			Débits			Soldes		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007
SERVICES	102 880	104 817	108 737	69 822	68 273	70 692	33 058	36 544	38 045
dont :									
Transports	23 650	23 150	25 359	19 513	20 791	30 205	4 137	2 358	-4 846
Voyages	50 047	53 050	53 087	29 027	28 383	29 900	21 020	24 667	23 187
Autres services aux entreprises	12 813	13 018	14 563	15 963	14 661	7 898	-3 150	-1 644	6 665
Services des administrations publiques	11 917	12 168	12 405	108	93	74	11 809	12 075	12 331

Principaux soldes des services

(En millions de F CFP)



La répartition géographique des échanges de services confirme la prédominance des relations avec la France métropolitaine (34 % des recettes et 31 % des dépenses), même si la part de ce partenaire a beaucoup diminué en 2007, au profit des États-Unis, de la Nouvelle-Zélande et du Japon, en flux de recettes comme en dépenses sur les services.

En millions de F CFP	Crédits			Débits			Soldes		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007
SERVICES	102 880	104 817	108 737	69 822	68 273	70 692	33 058	36 544	38 045
dont :									
France métropolitaine	52 806	50 639	36 883	47 422	39 588	21 659	5 384	11 051	15 224
Etats-Unis	14 775	21 519	26 234	7 853	10 600	18 650	6 922	10 919	7 585
Nouvelle-Zélande	3 437	4 409	7 894	2 768	4 906	8 021	669	-497	-127
Japon	4 395	4 401	6 386	799	1 704	3 696	3 596	2 697	2 689

N.B. - Les données par pays partenaires sont tirées des balances en règlements.

Les transports

Le solde des **services de transport** est devenu déficitaire en 2007 : il est passé de +2,4 milliards de F CFP fin 2006 à -4,8 milliards de F CFP.

⇒ Les *transports maritimes*, dominés par le fret, sont structurellement déficitaires, la Polynésie française faisant appel à des porte-conteneurs étrangers pour le transport des marchandises importées et exportées. La légère réduction du déficit, de -6,9 milliards de F CFP à -5,7 milliards de F CFP, s'est accompagnée malgré tout d'une augmentation du tonnage débarqué et embarqué au port de Papeete dans le cadre du commerce international (+7,6 %)¹. Les hydrocarbures, qui représentent 43 % du volume de fret débarqué, ont augmenté pour leur part de 9,3 %.

¹ Comprenant les entrées et les sorties de marchandises, il a atteint 1.091.008 tonnes métriques contre 1.013.744 tonnes métriques en 2006.

⇒ L'excédent des *transports aériens*, qui regroupent le fret et le transport de passagers, a sensiblement diminué¹.

La compagnie aérienne locale, Air Tahiti Nui (ATN), a consolidé sa place de premier transporteur aérien de Polynésie française avec 464.978 passagers (66,5 % des passagers réguliers). En dépit d'un ajustement de son trafic à la baisse (- 6,4 % de sièges offerts), le nombre de passagers transportés par ATN s'est inscrit en hausse de 0,7 %, grâce à un meilleur taux de remplissage (70,8 % en 2007, contre 65,7 % en 2006). Afin d'optimiser la gestion de son réseau, ATN a redéployé sa stratégie autour de la mise en place d'un *hub* à l'aéroport de Tahiti-Faa'a dès la fin du premier trimestre 2006 afin de proposer une plate-forme de correspondance reliant l'Amérique à l'Océanie. En 2007, la compagnie polynésienne a assuré de 5 à 7 vols hebdomadaires vers Paris et Los Angeles et 3 vols hebdomadaires vers Auckland, New York, Sydney et le Japon (Tokyo et Osaka une fois par semaine).

<i>En millions de F CFP</i>	Crédits			Débits			Soldes		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007
TRANSPORTS	23 650	23 150	25 359	19 513	20 791	30 205	4 137	2 358	-4 847
<i>maritimes</i>	<i>1 644</i>	<i>1 533</i>	<i>2 065</i>	<i>8 217</i>	<i>8 403</i>	<i>7 797</i>	<i>-6 573</i>	<i>-6 870</i>	<i>-5 732</i>
<i>aériens</i>	<i>22 006</i>	<i>21 616</i>	<i>23 294</i>	<i>11 297</i>	<i>12 388</i>	<i>22 408</i>	<i>10 709</i>	<i>9 229</i>	<i>887</i>
dont :									
France métropolitaine	14 412	21 679	23 290	12 486	12 805	20 873	1 926	8 874	2 417
Etats-Unis	663	571	692	2 052	1 274	1 681	-1 389	-703	-989
Nouvelle-Zélande	601	70	50	1 351	1 374	1 339	-750	-1 304	-1 289
Japon	10	38	11	1	10	96	9	28	-85

N.B. - Les données par pays partenaires sont tirées des balances en règlements.

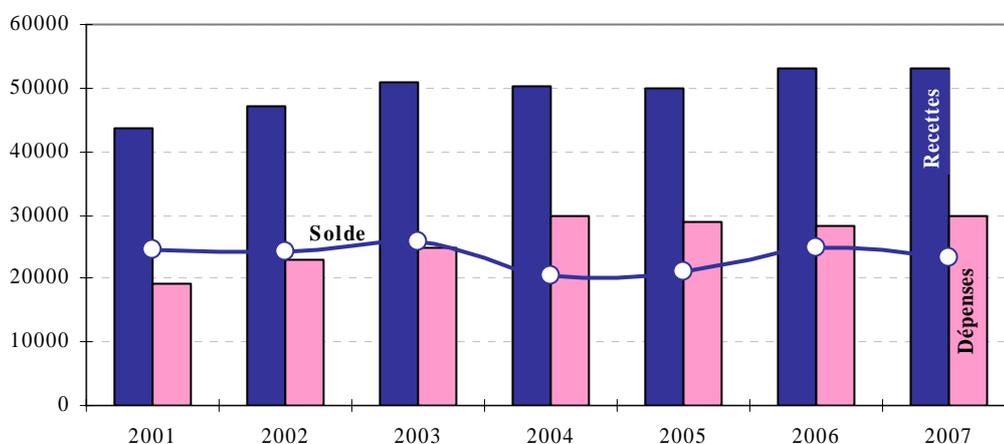
¹ Cette évolution résulte principalement d'un changement de méthodologie au niveau de la collecte des données.

Les « voyages »

Au crédit de la rubrique voyages, figurent les dépenses des non-résidents en Polynésie française et, au débit, celles des résidents polynésiens à l'extérieur de la Collectivité, et ce quel que soit le motif du déplacement (voyages touristiques, d'affaires, sanitaire ou scolaire). Les transactions sont appréhendées non seulement par les transferts bancaires codifiés sous cette rubrique, mais aussi à travers les règlements par cartes de crédit et le recensement des achats et ventes de billets de banque.

Voyages

(En millions de F CFP)



L'excédent de la rubrique « voyages » s'est légèrement contracté, de 1,5 milliard de F CFP, à 23,2 milliards de F CFP, après 24,7 milliards de F CFP en 2006.

Les dépenses touristiques des non-résidents en Polynésie française ont diminué de concert avec la fréquentation touristique¹. Le nombre de visiteurs est en effet passé de 221.549 en 2006 à 218.241, soit une baisse de 1,5%.

La diminution du nombre total de touristes est imputable essentiellement au marché nord-américain. Le nombre de touristes américains (30 % du marché) a diminué de 9,4 %, soit près de 7.000 en moins sur l'année. Si on distingue sur ce marché les touristes de croisières et les touristes terrestres, les premiers ont progressé d'environ 3.000, alors que les seconds ont diminué de 10.000. Hors croisière, le tourisme en Polynésie française a perdu près d'un quart de sa clientèle américaine, en raison du ralentissement de l'économie américaine et de la dépréciation du dollar.

Le nombre de touristes français s'est accru de 1,8 % en 2007, inversant la tendance observée en 2006 (diminution de 6,3 %) et partiellement liée aux nouvelles procédures de sécurité imposées à l'escale aux Etats-Unis (notamment dans l'obtention des visas et passeports).

¹ Les recettes du poste « voyage » augmentent en fonction des recettes touristiques, elles-mêmes dépendantes du nombre de touristes et de la durée de séjour.

Les visiteurs japonais se situent au 3^{ème} rang et ont augmenté de 6,9 %, soit un supplément de 1.501 touristes, malgré la perte de pouvoir d'achat en euros de la monnaie nippone.

Les autres services aux entreprises

La rubrique autres services aux entreprises regroupe les frais d'études et de recherche, d'assistance technique, les frais de gestion (c'est-à-dire la participation des filiales ou succursales résidentes aux frais de gestion de leur maison mère non-résidente) et les services divers.

Le solde est passé d'une situation déficitaire (- 1,6 milliard de F CFP) à une position excédentaire de 6,7 milliards de F CFP. Cette variation résulte d'un changement de méthodologie qui a permis une meilleure prise en compte des charges d'ATN à l'étranger.

La France métropolitaine est à la fois le principal fournisseur et le premier client de la Polynésie française en ce qui concerne les « autres services aux entreprises ».

Les services des administrations publiques

Les *services des administrations publiques* recensent principalement les dépenses de fonctionnement et d'investissement effectuées en Polynésie française par les Forces armées, considérées comme entité non-résidente¹. Cette rubrique recense notamment la part des salaires des militaires versée et consommée localement et qui alimente par conséquent l'économie de la Collectivité.

Le solde excédentaire est demeuré relativement stable à 12,3 milliards de F CFP, contre 12,1 milliards de F CFP en 2006.

4.3 Les revenus

Le poste revenus de la balance des paiements recouvre les revenus du travail (rémunérations des salariés) et les revenus des investissements (investissements directs, investissements de portefeuille et autres investissements). La rubrique rémunérations des salariés recense les salaires reçus de l'extérieur par des résidents polynésiens (en crédit) ou versés par des collectivités ou des entreprises résidentes à des non-résidents (en débit).

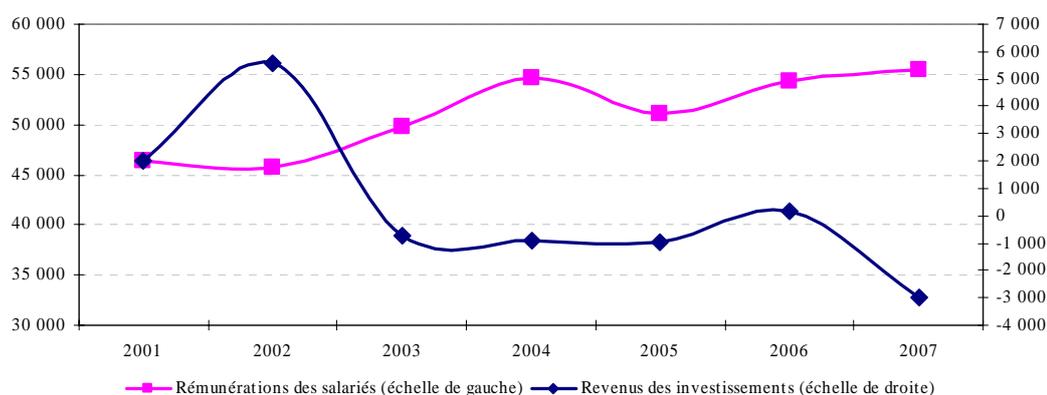
Son solde, structurellement excédentaire en raison notamment des ressources provenant de la France métropolitaine pour payer les salaires des fonctionnaires de l'Etat, a connu une légère diminution de 2,1 milliards de F CFP (52,4 milliards de F CFP après 54,5 milliards de F CFP en 2006).

¹ Toutefois, selon la méthodologie internationale, les dépenses budgétaires liées à l'activité des forces armées en Polynésie française, *mais effectuées hors du territoire* (par exemple la partie des traitements des militaires versés sur des comptes en métropole), ne doivent pas figurer dans la balance des paiements de la Collectivité.

En millions de F CFP	Crédits			Débits			Soldes		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007
REVENUS	56 428	61 503	61 745	6 395	6 995	9 339	50 033	54 509	52 407
Rémunérations des salariés	52 386	55 765	56 830	1 376	1 422	1 409	51 010	54 343	55 421
Revenus des investissements	4 043	5 739	4 915	5 019	5 573	7 930	-976	165	-3 016
- investissements directs	48	0	178	209	452	658	-161	-452	-480
- investissements de portefeuille	2 219	2 092	1 342	149	61	2 226	2 070	2 031	-884
- autres	1 776	3 647	3 394	4 662	5 060	5 046	-2 886	-1 413	-1 652

Soldes des Revenus

(En millions de F CFP)



Les *rémunérations des salariés* correspondent, au crédit, aux salaires reçus de l'extérieur par des résidents et, au débit, à ceux versés par des collectivités ou des entreprises résidentes à des non-résidents. La balance des paiements de la Polynésie française est caractérisée par un excédent important de cette rubrique en raison de la rémunération par la France métropolitaine des agents des administrations publiques¹.

Les *revenus des investissements* ont présenté un déficit de 3 milliards de F CFP, après un faible excédent de 0,2 milliard en 2006. Le déficit des « autres revenus des investissements » – intérêts sur dépôts, placements, prêts et emprunts vis-à-vis de correspondants extérieurs –, qui concernent essentiellement le secteur bancaire et les collectivités locales, est demeuré relativement stable passant de – 1,4 milliard de F CFP à – 1,7 milliard de F CFP. Le solde des revenus des investissements de portefeuille, concernant principalement des agents non financiers, est passé d'une situation excédentaire en 2006 (2,0 milliards de F CFP) à une situation déficitaire de – 0,9 milliard de F CFP en 2007.

¹ Fin 2007, l'effectif du personnel civil rémunéré par l'État en Polynésie française était de 9.503 contre 9.351 agents en 2006, soit une augmentation de 1,6 % sur un an.

4.4 Les transferts courants

Les transferts courants recensent les transferts (hors salaires) des administrations publiques et des collectivités territoriales, les envois de fonds des travailleurs ainsi que les prestations sociales (pensions et retraites notamment). Les transferts courants se différencient des flux financiers par le fait qu'ils modifient le niveau du revenu disponible.

Les montants recensés en ressources proviennent essentiellement des administrations publiques métropolitaines (majoritairement l'État) et financent les dépenses d'équipement (investissements, travaux d'infrastructures) et de fonctionnement des administrations publiques de la Collectivité. Les transferts courants recouvrent également les versements de prestations sociales (retraites, etc.) par les organismes de sécurité sociale non-résidents.

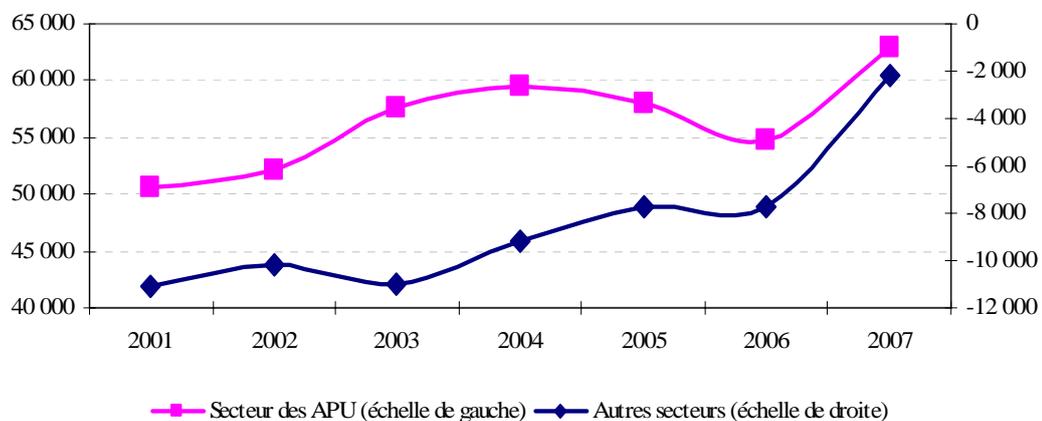
<i>En millions de F CFP</i>	Crédits			Débits			Soldes		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007
TRANSFERTS COURANTS	72 093	74 724	94 047	21 792	27 549	30 433	50 301	47 175	63 614
Secteur des administrations publiques	64 165	67 771	76 596	6 161	12 907	13 761	58 004	54 863	62 835
Autres secteurs	7 928	6 953	17 451	15 630	14 643	16 673	-7 702	-7 690	778
- envois de fonds des travailleurs	1 088	1 373	1 238	3 132	3 423	3 450	-2 044	-2 049	-2 212
- autres transferts	6 840	5 580	16 213	12 499	11 220	13 223	-5 659	-5 640	2 990

Le secteur des administrations publiques

Les ressources du *secteur des administrations publiques*, versées majoritairement par l'État, servent à la fois au financement des investissements et des travaux d'infrastructures de la Polynésie française, à la couverture des besoins de fonctionnement des administrations publiques et au versement de prestations sociales – comme les pensions et retraites – par les organismes de sécurité sociale non-résidents. Représentant 27 % des recettes du compte de transactions courantes en 2006, ces ressources se sont accrues de 8,6 milliards de F CFP, pour atteindre 76,6 milliards de F CFP.

Soldes des transferts courants

(En millions de F CFP)



Les envois de fonds des travailleurs

La rubrique envois de fonds des travailleurs retrace, en débit, les montants transférés à l'étranger et dans le reste de la France par les travailleurs étrangers et métropolitains exerçant durablement leur activité professionnelle et résidant en Polynésie française et, en crédit, les envois de fonds de polynésiens travaillant et résidant hors de la Polynésie française.

Les flux concernent essentiellement la France métropolitaine. En 2007, le déficit s'est légèrement creusé passant de -2 milliards de F CFP à - 2,2 milliards de F CFP.

Les autres transferts

Y figurent notamment la part des primes d'assurances non retenue dans le poste « services » et la totalité des indemnités d'assurances reçues par des résidents de sociétés étrangères et versées à des non-résidents par des sociétés polynésiennes. Rappelons en outre que, compte tenu de l'importance des placements en assurance-vie effectués à l'extérieur de la Collectivité par les résidents, les flux codés par les déclarants en « assurances autres que marchandises » sont reclassés (après déduction de la part correspondant au coût du service et maintenue en services d'assurances) vers le compte financier, à la rubrique des autres investissements des autres secteurs. Enfin, les « autres transferts courants » enregistrent également les dons, collectes et secours en faveur de personnes physiques ou morales

Les *autres transferts* quant à eux, sont passés d'une situation déficitaire de - 5,6 milliards de F CFP à une situation excédentaire de 3,0 milliards de F CFP.



V – Le compte financier

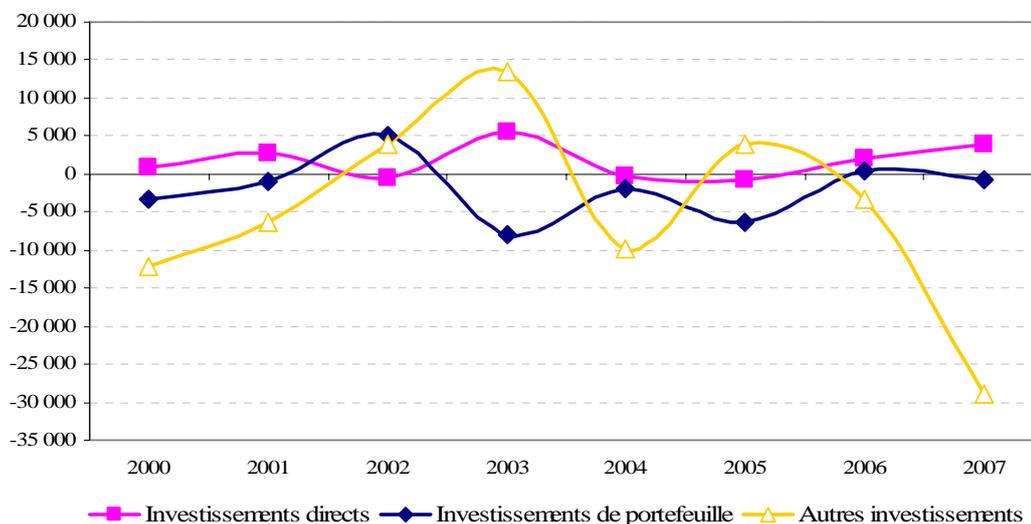
Le compte financier enregistre les investissements directs, les investissements de portefeuille et les autres investissements, ventilés en avoirs et en engagements, par secteur institutionnel (autorités monétaires, administrations publiques, banques et autres secteurs).

Contrepartie, aux erreurs et omissions près, de la capacité de financement procurée par l'excédent global du compte de transactions courantes et du compte de capital (3,6 milliards de F CFP), le compte financier s'est soldé par des sorties de capitaux de 25,8 milliards de F CFP.

<i>En millions de F CFP</i>	Crédits			Débits			Soldes		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007
COMPTE FINANCIER	378 564	377 082	435 455	381 666	378 091	461 208	-3 102	-1 009	-25 753
Investissements directs	1 169	3 503	5 475	1 930	1 559	1 590	-761	1 943	3 885
- Polynésie française à l'étranger	36	404	345	1 547	1 376	1 539	-1 511	-972	-1 194
- Extérieur en Polynésie française	1 133	3 098	5 130	383	183	52	750	2 915	5 078
Investissements de portefeuille	58 730	54 951	71 993	65 043	54 553	72 800	-6 313	399	-807
- Avoirs (résid./titres émis par des non-résid.)	58 730	54 951	71 993	65 035	54 461	72 699	-6 305	490	-706
- Engagements (non-résid./titres émis par résid.)	0	0	0	7	92	101	-7	-92	-101
Autres investissements	318 665	318 629	354 987	314 693	321 980	386 818	3 972	-3 351	-31 831
- Avoirs vis-à-vis de l'étranger	213 426	214 042	259 677	235 977	205 476	214 506	-22 551	8 566	45 171
- Engagements vis-à-vis de l'étranger	105 240	104 587	95 310	78 716	116 503	172 312	26 524	-11 916	-77 002

Soldes du compte financier

(En millions de F CFP)



6.1 Les investissements directs

L'investissement direct désigne l'opération effectuée par un investisseur afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise et de détenir (ou de liquider) une influence dans sa gestion ou la capacité de l'exercer. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur détient au moins 10 % du capital social de l'entreprise investie. En deçà de ce seuil, les opérations sur actions sont classées dans les investissements de portefeuille. L'acquisition (ou la vente) d'un bien immobilier est également considérée comme une opération d'investissement direct.

En 2007, les investissements directs se sont traduits par des entrées nettes de 3,9 milliards de F CFP, après +1,9 milliards de F CFP en 2006.

<i>En millions de F CFP</i>	Soldes		
	2005	2006	2007
INVESTISSEMENTS DIRECTS	-762	1 944	3 885
Polynésie française vers l'extérieur, dont :	-1 512	-972	-1 194
<i>France métropolitaine</i>	-311	5 613	-248
<i>Australie</i>	-127	-119	-565
<i>Nouvelle-Zélande</i>	-691	-201	-470
<i>Etats-Unis</i>	-40	-69	-336
Extérieurs en Polynésie française, dont :	750	2 916	5 078
<i>France métropolitaine</i>	448	2 750	3 183
<i>Australie</i>	22	0	-90
<i>Nouvelle-Zélande</i>	-56	-17	33
<i>Etats-Unis</i>	120	233	94

La ventilation des investissements directs par pays d'origine ou de destination met en évidence la prépondérance des opérations avec la France métropolitaine, en raison notamment de la loi de défiscalisation « Girardin ». Elle indique également l'existence d'un flux important d'investissements immobiliers des polynésiens en Nouvelle-Zélande et aux Etats-Unis.

<i>En millions de F CFP</i>	2007		
	Crédits	Débits	Soldes
INVESTISSEMENTS DIRECTS	5 475	1 590	3 885
de la Polynésie française à l'extérieur	345	1 539	-1 194
<i>dont investissements immobiliers</i>	293	1 462	-1 169
de l'extérieur en Polynésie française	5 130	52	5 078
<i>dont investissements immobiliers</i>	2 183	42	2 141

Le solde des *investissements directs polynésiens à l'étranger* est demeuré relativement stable à -1,2 milliard de F CFP, contre 1 milliard l'an passé. Ils sont constitués pour l'essentiel d'investissements immobiliers.

Les *investissements directs de l'étranger en Polynésie française* se sont à nouveau fortement accrus (5,1 milliards de F CFP, contre 2,9 milliards en 2006 et 0,8 milliard en 2005).

Investissements immobiliers polynésiens à l'étranger en 2007		
<i>(en millions de F CFP)</i>	Montants	Parts
Achats (débits)	1 462	
Nouvelle-Zélande	445	30%
France métropolitaine	421	29%
Australie	101	7%
Canada	59	4%
Pays Bas	18	1%
Etats-Unis	323	22%
Chine	32	2%
Allemagne	29	0%
Thaïlande	6	0%
Autres	27	2%
Ventes (crédits)	293	
Nouvelle-Calédonie	168	57%
France métropolitaine	125	43%

Investissements immobiliers étrangers en Polynésie française en 2007		
<i>(en millions de F CFP)</i>	Montants	Parts
Achats (crédits)	2 183	
France métropolitaine	1 534	70%
Suisse	553	25%
Etats-Unis	46	2%
Nouvelle-Zélande	33	2%
Autres	17	1%
Ventes (débits)	42	
France métropolitaine	12	29%
Etats-Unis	19	45%
Allemagne	11	26%

6.2 Les investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille distinguent les opérations (achats ou ventes) des résidents sur titres émis hors de la Collectivité (avoirs) et les opérations (achats ou ventes) des non-résidents sur titres émis par des entités résidentes (engagements). Un solde débiteur des avoirs signifie que les achats de titres émis hors de la Collectivité ont été supérieurs aux ventes. Un solde créditeur des engagements indique que les achats de titres émis par des entités polynésiennes ont été supérieurs aux ventes.

En pratique, la balance des paiements de la Polynésie française recense quasi exclusivement les achats ou ventes par les résidents polynésiens de titres émis hors de la Collectivité – notamment sur les marchés boursiers : actions et OPCVM, titres de dette (obligations, instruments du marché monétaire) –, en particulier par des entités métropolitaines.

En raison des tensions sur les marchés financiers, l'année 2007 a été marquée par de nombreux arbitrages qui se sont traduits par des rapatriements de capitaux et par de nouvelles souscriptions. Le solde des investissements de portefeuille s'établit à -0,8 milliard de F CFP et correspond à des achats nets de titres émis par les non-résidents (l'an passé ce solde était de +0,4 milliard de F CFP).

6.3 Les autres investissements

Le poste autres investissements, ventilé en avoirs et engagements des résidents, puis, pour chacune de ces catégories, par nature d'opération et par secteur institutionnel (autorités monétaires - c'est-à-dire l'IEOM -, administrations publiques, secteur bancaire et autres secteurs), comprend tous les flux financiers qui ne sont ni des investissements directs, ni des investissements de portefeuille.

Les « autres investissements » se sont soldés par des sorties de 31,8 milliards de F CFP, notamment en raison d'une forte diminution de la position extérieure nette du système bancaire (- 14,5 milliards de F CFP).

Les avoirs des autorités monétaires

Les mouvements figurant sur la rubrique des avoirs des autorités monétaires retracent l'ensemble des transferts publics et privés avec la France métropolitaine qui s'effectuent par l'intermédiaire du compte d'opérations de l'IEOM

Principale composante des « autres investissements », les variations des avoirs des autorités monétaires ont fait apparaître un solde net créditeur de 63,9 milliards de F CFP en 2007¹, qui traduit une diminution des avoirs à l'extérieur de la Polynésie française.

¹ La forte augmentation de ce solde créditeur par rapport à 2006 (32,2 milliards de F CFP) provient du fait que les emprunts publics transitent à présent par le compte d'opérations et ne sont plus inscrits en crédit dans les engagements des administrations publiques.

Les avoirs et engagements du secteur bancaire

L'analyse des avoirs et engagements du secteur bancaire permet d'observer l'évolution de la position « dépôts-crédits » du système bancaire local à l'égard de l'extérieur. Pour les avoirs, une inscription en débit correspond à une augmentation de la trésorerie placée hors de Polynésie française ou à une hausse des concours accordés à la clientèle non résidente. Pour les engagements, une inscription en crédit traduit une augmentation des emprunts du secteur bancaire local à l'extérieur ou une progression des dépôts des non-résidents auprès du secteur bancaire local.

En 2007, les avoirs hors de la Polynésie française des établissements de crédit se sont accrus de 6,5 milliards de F CFP et leurs engagements ont diminué de 8 milliards de F CFP. Ainsi, selon les statistiques de la balance des paiements¹, la position extérieure nette des établissements de crédit s'est accrue de 14,5 milliards de F CFP.

Les autres secteurs

Pour ce qui concerne les « autres secteurs » (entreprises, ménages), leurs avoirs se sont accrus de 12,2 milliards de F CFP en 2007, leurs engagements de 2,2 milliards de F CFP.

6.4 Les avoirs de réserve

L'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM), en tant que Banque centrale de la Polynésie française, ne détient ni stock d'or, ni Droits de Tirage Spéciaux (DTS) et ne constitue pas de réserves auprès du Fonds monétaire international (FMI). Par conséquent, il n'y a pas lieu de faire apparaître le poste « avoirs de réserve » dans la balance des paiements de la Polynésie française.

¹ En balance des paiements, parmi les « autres investissements », les rubriques « avoirs » et « engagements » du secteur bancaire recensent les opérations effectuées par les banques et l'Office des postes et télécommunications avec des non-résidents, qu'il s'agisse de correspondants extérieurs (banques) ou de clients non-résidents. Dans les statistiques monétaires publiées par ailleurs par l'IEOM, les avoirs et engagements incluent uniquement les opérations interbancaires des établissements de crédit.

VI – Les erreurs et omissions nettes

Les principes d'enregistrement en balance des paiements impliquent une égalité du total des débits et du total des crédits recensés. Toutefois, la présence d'un poste d'ajustement est rendue nécessaire par le fait que les inscriptions au crédit et au débit ne sont pas effectuées simultanément à l'occasion de chaque transaction, à l'aide d'un seul document, comme l'exigerait un véritable système de comptabilité en partie double. En effet, compte tenu du périmètre concerné, c'est-à-dire tous les agents économiques résidents de la Collectivité, la balance des paiements est alimentée à partir de documents comptables ou statistiques variés. Des erreurs ou des oublis de déclaration peuvent se produire, ainsi que des écarts provoqués par des décalages d'enregistrement d'une période à une autre ou par des variations de cours de change.

Les **erreurs et omissions nettes** sont positives de 17,4 milliards de F CFP en 2007, soit environ 3 % du PIB, après avoir été négatives de 2,6 milliards de F CFP en 2006 (environ 0,5 % du PIB).

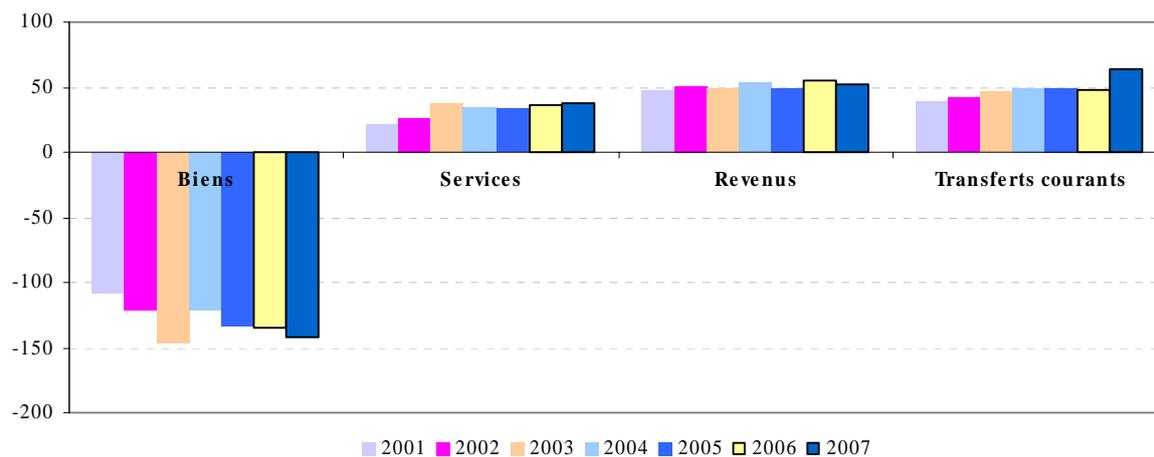
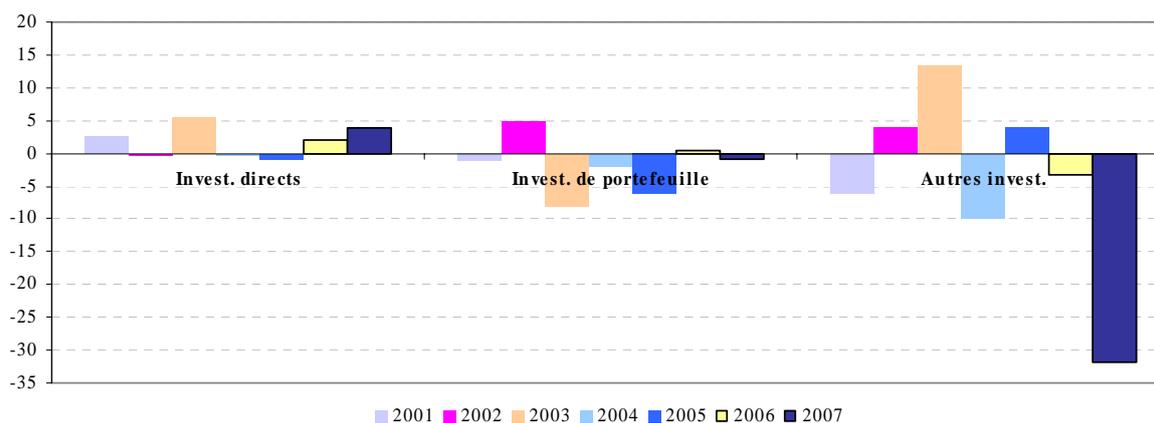
BALANCE DES PAIEMENTS DE POLYNESIE FRANCAISE 2005-2007

(En millions de F CFP)	Crédits			Débits			Soldes		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007
COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES.....	251 723	259 779	281 321	250 868	256 185	269 921	854	3 594	11 400
BIENS.....	20 322	18 736	16 791	152 860	153 367	159 457	-132 539	-134 632	-142 666
Marchandises générales.....	20 209	18 610	16 672	149 226	147 328	152 263	-129 017	-128 718	-135 591
<i>données douanières (FAB/FAB).....</i>	<i>20 236</i>	<i>18 651</i>	<i>16 719</i>	<i>158 636</i>	<i>147 339</i>	<i>152 277</i>	<i>-138 400</i>	<i>-128 688</i>	<i>-135 558</i>
<i>corrections.....</i>	<i>-27</i>	<i>-42</i>	<i>-48</i>	<i>-9 410</i>	<i>-11</i>	<i>-14</i>	<i>9 383</i>	<i>-30</i>	<i>-33</i>
Avitaillement.....	111	126	120	3 627	6 038	7 194	-3 516	-5 912	-7 074
Travail à façon et réparations.....	1	0	0	7	1	1	-6	-1	-1
SERVICES.....	102 880	104 817	108 737	69 822	68 273	70 692	33 058	36 543	38 046
Transports.....	23 650	23 150	25 359	19 513	20 791	30 205	4 136	2 358	-4 846
<i>maritimes.....</i>	<i>1 644</i>	<i>1 533</i>	<i>2 065</i>	<i>8 217</i>	<i>8 403</i>	<i>7 797</i>	<i>-6 573</i>	<i>-6 870</i>	<i>-5 732</i>
<i>aériens.....</i>	<i>22 006</i>	<i>21 616</i>	<i>23 294</i>	<i>11 297</i>	<i>12 388</i>	<i>22 408</i>	<i>10 710</i>	<i>9 228</i>	<i>886</i>
Voyages.....	50 047	53 050	53 087	29 027	28 383	29 900	21 020	24 667	23 187
Services de communication.....	1 833	1 802	987	873	801	495	960	1 001	492
Services de construction.....	327	4	0	606	40	224	-279	-37	-224
Services d'assurances.....	374	838	1 070	2 095	2 029	879	-1 721	-1 191	191
Services financiers.....	1 459	363	507	479	432	383	979	-69	124
Services d'informatique et d'information.....	0	0	0	84	44	4	-84	-44	-4
Redevances et droits de licence.....	50	26	16	143	150	64	-93	-124	-48
Autres services aux entreprises.....	12 813	13 018	14 563	15 963	14 661	7 898	-3 151	-1 643	6 665
<i>Négoce international.....</i>	<i>693</i>	<i>410</i>	<i>4 960</i>	<i>1 437</i>	<i>312</i>	<i>1 239</i>	<i>-744</i>	<i>97</i>	<i>3 721</i>
<i>Autres services commerciaux.....</i>	<i>582</i>	<i>608</i>	<i>303</i>	<i>2 068</i>	<i>1 209</i>	<i>1 278</i>	<i>-1 486</i>	<i>-601</i>	<i>-975</i>
<i>Locations.....</i>	<i>38</i>	<i>70</i>	<i>70</i>	<i>676</i>	<i>483</i>	<i>446</i>	<i>-639</i>	<i>-413</i>	<i>-376</i>
<i>Services divers aux entreprises.....</i>	<i>11 500</i>	<i>11 930</i>	<i>9 231</i>	<i>11 782</i>	<i>12 657</i>	<i>4 936</i>	<i>-282</i>	<i>-727</i>	<i>4 296</i>
Services personnels, culturels et récréatifs.....	410	399	742	930	848	565	-520	-449	178
<i>Services audiovisuels et annexes.....</i>	<i>1</i>	<i>4</i>	<i>0</i>	<i>372</i>	<i>303</i>	<i>12</i>	<i>-372</i>	<i>-298</i>	<i>-11</i>
<i>Autres services personnels.....</i>	<i>409</i>	<i>395</i>	<i>742</i>	<i>558</i>	<i>545</i>	<i>553</i>	<i>-149</i>	<i>-150</i>	<i>189</i>
Services des administrations publiques.....	11 917	12 168	12 405	108	93	74	11 809	12 074	12 331
REVENUS.....	56 428	61 503	61 745	6 395	6 995	9 339	50 034	54 508	52 407
Rémunération des salariés.....	52 386	55 765	56 830	1 376	1 422	1 409	51 010	54 343	55 422
Revenus des investissements.....	4 043	5 739	4 915	5 019	5 573	7 930	-977	166	-3 015
<i>investissements directs.....</i>	<i>48</i>	<i>0</i>	<i>178</i>	<i>209</i>	<i>452</i>	<i>658</i>	<i>-161</i>	<i>-452</i>	<i>-480</i>
<i>investissements de portefeuille.....</i>	<i>2 219</i>	<i>2 092</i>	<i>1 342</i>	<i>149</i>	<i>61</i>	<i>2 226</i>	<i>2 070</i>	<i>2 030</i>	<i>-884</i>
<i>autres.....</i>	<i>1 776</i>	<i>3 647</i>	<i>3 394</i>	<i>4 662</i>	<i>5 060</i>	<i>5 046</i>	<i>-2 886</i>	<i>-1 412</i>	<i>-1 652</i>
TRANSFERTS COURANTS.....	72 093	74 724	94 047	21 792	27 549	30 433	50 301	47 174	63 614
Secteur des administrations publiques.....	64 165	67 771	76 596	6 161	12 907	13 761	58 003	54 864	62 835
Autres secteurs.....	7 928	6 953	17 451	15 630	14 643	16 673	-7 702	-7 690	778
<i>envois de fonds des travailleurs.....</i>	<i>1 088</i>	<i>1 373</i>	<i>1 238</i>	<i>3 132</i>	<i>3 423</i>	<i>3 450</i>	<i>-2 043</i>	<i>-2 050</i>	<i>-2 212</i>
<i>autres transferts.....</i>	<i>6 840</i>	<i>5 580</i>	<i>16 213</i>	<i>12 499</i>	<i>11 220</i>	<i>13 223</i>	<i>-5 659</i>	<i>-5 640</i>	<i>2 990</i>
COMPTE DE CAPITAL.....	0	0	0	118	31	0	-118	-31	0
Transferts en capital.....	0	0	0	112	31	0	-112	-31	0
Acquisitions d'actifs non financiers.....	0	0	0	6	0	0	-6	0	0

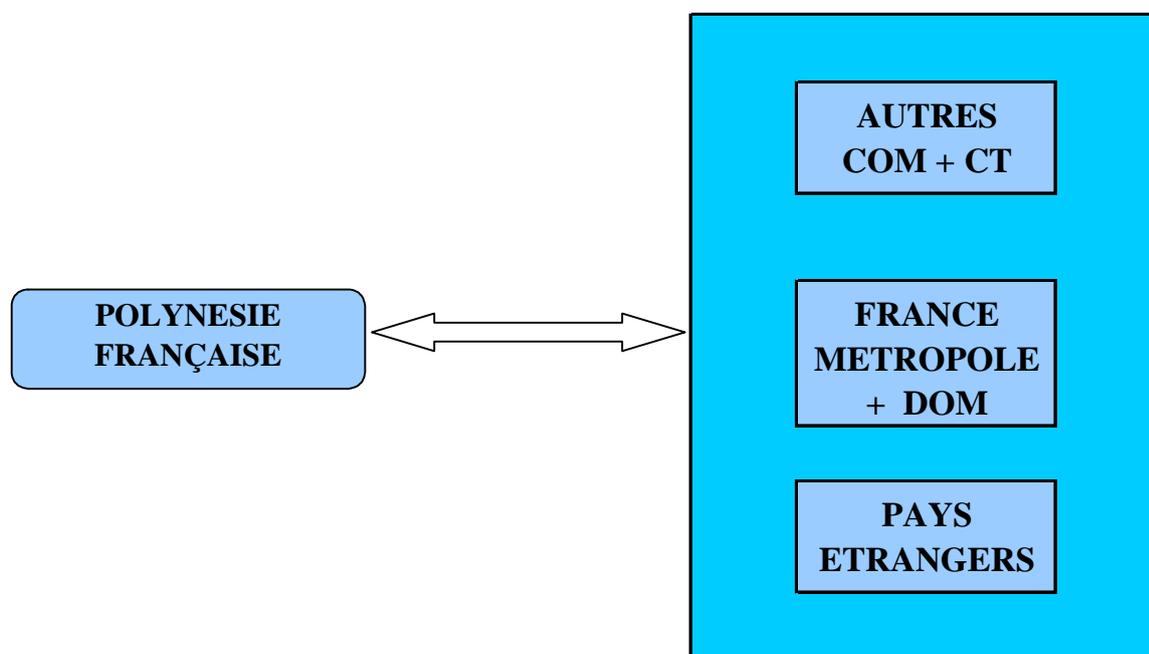
BALANCE DES PAIEMENTS DE POLYNÉSIE FRANÇAISE 2005-2007

(En millions de F CFP)	Crédits			Débits			Soldes		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007
COMPTE FINANCIER.....	378 564	377 082	432 455	381 666	378 091	461 208	-3 102	-1 009	-28 753
INVESTISSEMENTS DIRECTS.....	1 169	3 503	5 475	1 930	1 559	1 590	-762	1 944	3 885
Polynésie française à l'extérieur.....	36	404	345	1 547	1 376	1 539	-1 512	-972	-1 194
<i>Capital social.....</i>	36	404	293	1 546	1 376	1 533	-1 511	-972	-1 240
<i>Autres opérations.....</i>	0	0	52	1	0	5	-1	0	46
Extérieur en Polynésie française.....	1 133	3 098	5 130	383	183	52	750	2 916	5 079
<i>Capital social.....</i>	1 133	3 098	4 826	293	183	52	840	2 916	4 774
<i>Autres opérations.....</i>	0	0	304	90	0	0	-90	0	304
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE.....	58 730	54 951	71 993	65 043	54 553	72 800	-6 312	398	-807
Avoirs (résid. / titres émis par des non-résid.).....	56 352	54 951	71 993	59 046	54 461	72 699	-2 694	489	-706
<i>Emissions.....</i>	0	4 412	0	39 832	36 679	37 111	-39 832	-32 266	-37 111
<i>Négociations.....</i>	16 842	11 787	26 929	19 214	17 783	35 589	-2 372	-5 996	-8 660
<i>Remboursements.....</i>	39 510	38 751	45 064	1	0	0	39 510	38 751	45 064
Engagements (non-résid. / titres émis par résid.).....	2 378	0	0	5 996	92	101	-3 618	-91	-101
<i>Emissions.....</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Négociations.....</i>	2 378	0	0	5 989	0	0	-3 611	0	0
<i>Remboursements.....</i>	0	0	0	7	92	101	-7	-92	-101
AUTRES INVESTISSEMENTS.....	318 665	318 629	354 987	314 693	321 980	386 818	3 972	-3 351	-31 831
Avoirs.....	213 426	214 042	259 677	235 977	205 476	214 506	-22 551	8 566	45 171
<i>Autorités monétaires.....</i>	171 652	164 656	194 608	164 380	132 467	130 699	7 272	32 189	63 909
<i>Secteur bancaire.....</i>	8 897	25 896	42 888	29 221	42 570	49 380	-20 324	-16 674	-6 491
<i>Autres secteurs.....</i>	32 876	23 490	22 181	42 375	30 440	34 428	-9 499	-6 949	-12 247
Engagements.....	105 240	104 587	95 310	78 716	116 503	172 312	26 524	-11 917	-77 002
<i>Administrations publiques.....</i>	62 713	40 239	1 110	56 282	77 008	69 344	6 431	-36 770	-68 234
<i>Secteur bancaire.....</i>	41 604	60 202	92 880	20 124	37 820	100 845	21 480	22 382	-7 965
<i>Autres secteurs.....</i>	922	4 146	1 319	2 309	1 675	2 123	-1 387	2 471	-803
ERREURS ET OMISSIONS NETTES.....	2 365	0	17 353	0	2 555	0	2 365	-2 555	17 353
TOTAL GENERAL.....	632 652	636 862	731 129	632 652	636 862	731 129	0	0	0

En millions de F CFP	Crédits				
	2003	2004	2005	2006	2007
VERSEMENTS PUBLICS	126 819	128 609	127 057	132 388	139 244
Services des administrations publiques	15 388	13 388	11 917	12 168	12 398
Rémunérations des salariés du secteur public	49 504	50 817	50 975	52 449	53 944
Transferts courants-secteur des APU	61 927	64 404	64 165	67 771	72 901

Soldes du compte de transactions courantes*(En milliards de F CFP)***Soldes du compte financier***(En milliards de F CFP)*

PERIMETRE DE DECLARATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS



INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Jean-Pierre DERANCOURT
Éditeur : IEOM – Établissement public

Agence de Papeete

21, rue du Docteur Cassiau
B. P. 583 – 98713 PAPEETE
E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (00 689) 50 65 00
Fax : (00 689) 50 65 03

Siège

5, rue Roland Barthes
75598 PARIS cedex 12
Site internet : www.ieom.fr
Tél. : (00 33) 01 53 44 41 41
Fax : (00 33) 01 44 87 99 62

Achevé d'imprimer en juillet 2008
Dépôt légal : - N° ISSN 1762-5114